

**CTSD du 1<sup>er</sup> février 2019**

**Déclaration préalable au titre de la FSU 90**



La **FSU** profite de l'installation de ce premier CTSD, issu des élections professionnelles, pour remercier les agents qui ont contribué par l'expression de leur vote à conforter sa place au niveau des instances consultatives que sont le CTSD et le CDEN. Avec une participation de 53.3%, ils ont montré leur attachement au dialogue social, dans un contexte de remise en cause, par le gouvernement, des instances actuelles.

**Ce CTSD**, consacré à la préparation de rentrée 2019 s'ouvre dans un contexte social particulièrement sensible. Les mouvements de contestations, inédits par leur ampleur et leur durée, se succèdent depuis octobre. Ils réclament plus de justice fiscale et sociale. Malheureusement le gouvernement jusqu'à présent, qui minore ces mouvements, n'a fait que des concessions minimales et s'obstine dans sa politique.

L'éducation nationale n'échappe pas à cette contestation. Si le discours ministériel vante l'école de la confiance, la réalité, elle, est loin de l'inspirer. La volonté de museler les personnels et faire taire leurs critiques et leur opposition à des réformes régressives en inscrivant le devoir de réserve dans le premier article du projet de loi « École de la confiance » montre le mépris envers toute forme de dialogue.

Et que dire de la modification du statut des enseignants du second degré les obligeant à prendre 2 HSA qui cache en réalité le nombre exact des postes supprimés sur tout le territoire et ne manquera pas d'alourdir les services et de dégrader les conditions de travail ?

**Pour le premier degré**

Il y a un an nous vous faisons part dans cette même instance de l'incompréhension des collègues concernant la globalisation des effectifs en RPI. Aujourd'hui c'est de désespoir, de désillusion dont on peut parler. Grâce à votre comptage globalisé ce sont 5 fermetures que vous proposez aujourd'hui et qui n'auraient pas lieu avec une prise en compte séparées des élémentaires et des maternelles. Pour 2 RPi concernés, les PCS sont à 49% et 56% (niveau équivalent à des écoles en QPV ou assimilés). Ce n'est pas possible : nous assistons aujourd'hui dans notre département à une mise en difficulté, une déstabilisation de l'école rurale.

De nombreuses études françaises et internationales livrent pourtant des conclusions éclairantes pour notre école : la réduction de la taille des classes a des effets notables sur la réussite scolaire, les élèves issus des petites écoles rurales obtiennent de meilleurs résultats que les élèves scolarisés dans des écoles plus grosses. Le ministre lui-même dans le journal de 13h il y a une semaine a parlé de « l'attractivité nécessaire de la campagne », de « son envie que les écoles rurales réussissent », de « son soutien à l'école rurale » il a réaffirmé qu'il avait « une politique pour aider tout le monde ». Il a aussi twitté quelques temps avant:

« l'école primaire rurale réussit mieux que la moyenne. Sa dimension humaine est au service de l'épanouissement de l'enfant. » « les écoles primaires rurales et celles de montagne ont de grands atouts pour réussir. Nous les soutenons par des moyens en plus et par une vision qualitative partagée. » Nous aimerions que cette vision qualitative partagée devienne une réalité dans notre département. Ces déclarations d'intention ne doivent pas juste servir de calmant à la gronde des gilets jaunes mais doivent se décliner concrètement sur le terrain.

C'est dans cet esprit aussi de vision qualitative partagée, que nous, FSU 90, abordons la question des fusions d'écoles à l'ordre du jour depuis plusieurs années. Nous rappelons ici nos mandats : les fusions doivent résulter d'une concertation et un accord entre tous les partenaires (enseignants, mairie, parents), ne doivent pas conduire à créer des structures de taille trop élevée et ne doivent pas remettre en cause la spécificité de l'école maternelle. Ces points de vigilance figurent d'ailleurs dans le BO de 2003 qui régit les fusions.

### **Pour le second degré**

A la lecture des documents de préparation de rentrée du second degré, nos inquiétudes vont croissant quant aux moyens alloués qui sont insuffisants:

Nous exprimons de fortes inquiétudes sur la paupérisation grandissante du Territoire de Belfort. En effet en 2018 le taux de PCS le plus bas était de 29,5%, il est passé en 2019 à 31,4%. Par exemple la ville de Belfort compte 5 collèges:

- 1 en REP+ (collège Signoret)
- 2 en REP (collège Vauban et collège L. de Vinci)
- 2 retenus pour intégrer le dispositif "grande pauvreté", mais sans moyens complémentaires. (collège Chateaudun et collège Rimbaud)

La DGH présentée pour la rentrée 2019 ignore l'augmentation de 64 élèves due en partie au basculement des élèves de 6<sup>ème</sup> SEGPA dans les classes « ordinaires », nous y reviendrons plus loin. Nous sommes très inquiets sur la situation de 3 collèges (Montreux, Rimbaud et Beaucourt), qui affichent 14 classes avec des effectifs prévus de 29,5 ou 30 élèves, dont 8 sur le seul niveau de 6<sup>ème</sup>. Nous souhaitons connaître les possibilités offertes à ces collèges en cas de dépassement ?

Et que dire du taux d'encadrement moyen (H/E)- hors IMP- de 1.227 avec 9 collèges sur les 13 nettement en dessous de cet indice moyen ?

Pour les SEGPA, l'étude des documents sur la mise en place du nouveau dispositif d'inclusion des élèves de 6<sup>ème</sup> SEGPA en milieu dit « ordinaire » ne fait que renforcer notre inquiétude car il ne prévoit aucun moyen supplémentaire. Pourtant ils avaient été annoncés pour assurer la bonne mise en place de ce dispositif. Rien n'apparaît en tout cas dans les documents qui nous ont été fournis pour les 3 collèges du département concernés. Qu'en est-il réellement ?

La FSU dénonce une inclusion qui ferait l'économie de moyens ambitieux comme étant vouée à l'échec. Elle serait contre-productive car elle augmenterait, d'une part, les difficultés déjà constatées chez des élèves qui pour la plupart ont perdu confiance dans l'école, et d'autre part, elle mettrait en difficulté des collègues empêcher d'assurer un enseignement de qualité dans des classes dont l'hétérogénéité aura été encore amplifiée.

Pour ces collèges accueillant en outre des élèves d'UPE2A, intégrés également dans la plupart des matières, ce nouveau dispositif inclusif sera une difficulté supplémentaire. Il faut arrêter de dire aux collègues « mais vous allez bien faire » : pour bien faire il faut s'en donner les moyens humains. La coupe est pleine, la bateau « réussite pour tous » prend l'eau...